

Philippe Van Parijs

MAITRISE, MARCHÉ ET SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

in Repenser l'avenir des sociétés industrielles,

numéro spécial de la *Revue Philosophique de Louvain* 89 (1), février 1991, pp. 36–46.

Jamais, avant l'avènement de la société industrielle, notre maîtrise sur le monde n'a été si totale. Jamais, avant l'avènement de la société industrielle, notre maîtrise sur notre destin n'a été si réduite. Le but de cette note est de clarifier suffisamment le concept de "maîtrise" pour qu'il apparaisse que ces deux propositions ne sont pas contradictoires - et même que la validité de l'une est la condition de la validité de l'autre. Cet effort de clarification rencontrera inévitablement la notion de marché et, à travers elle, le débat entre les deux grandes formes historiques de la société industrielle, capitalisme et socialisme.

1. La société industrielle

Le qualificatif "industriel" est utilisé dans de multiples contextes et dans de multiples sens. Ainsi, on parle d'économie industrielle (en anglais: *industrial organization*) pour désigner cette branche de l'économie qui étudie la structure des marchés et la manière dont celle-ci interagit avec la stratégie des entreprises, l'"industrie" (ou la "branche") n'étant ici rien d'autre que l'ensemble des entreprises présentes sur un même marché, c'est-à-dire vendant un "même" bien.¹ Et l'on parle également du *secteur industriel* (ou secondaire), par opposition au secteur agricole (ou primaire) et au secteur des services (ou tertiaire) pour désigner la production de

¹ Pour une présentation récente, voir Jacquemin (1985).

biens matériels qui ne consiste pas dans l'exploitation directe de ressources naturelles.²

Mais lorsqu'on parle de modèle de développement industriel, ou même simplement de société industrielle, il s'agit encore d'autre chose. Le terme "industriel", dans ce troisième sens, doit pouvoir s'appliquer que l'on se situe ou non dans l'aire de pertinence de l'économie industrielle (c'est-à-dire qu'il y ait ou non marché) et que l'on traite du secteur industriel, du secteur agricole ou de celui des services. Il sert à désigner *une manière de produire qui repose sur la division du travail au sein de chaque unité de production*.³ A ce mode de production industriel s'oppose un mode de production artisanal, dans le cadre duquel chaque travailleur accomplit l'ensemble du cycle de production. Alors que l'avènement du marché consacre la spécialisation des diverses unités de production, l'industrialisation consiste en une spécialisation interne à celles-ci.⁴

Tant le développement du salariat (la location de la force de travail par un employeur privé ou public) que celui du machinisme (le recours systématique à des outils mus par une énergie non humaine) sont *de facto* étroitement associés à l'industrialisation en ce sens. Le salariat - par opposition à l'organisation coopérative ou à l'échange marchand de biens et services au sein même de l'atelier ou de l'usine - constitue en effet le cadre

² A noter que Colin Clark (1951), qui est à l'origine de cette distinction tripartite range dans le secteur secondaire, qu'il ne définit que par énumération, les mines (souvent classées dans le primaire au même titre que l'agriculture et l'élevage) et les transports (qui constituent des services). A noter également que Jean Fourastié (1963: 81-83), qui a popularisé la distinction dans le monde francophone, définit les trois secteurs par le rythme rapide (secondaire), moyen (primaire) ou lent (tertiaire) du progrès technique. Pour caractériser la transfiguration du secteur des services par l'informatique, il ne faudrait donc pas parler d'une accélération du progrès technique dans le tertiaire, mais bien d'une "secondarisation" des services.

³ Le modèle industriel ainsi défini culmine lorsque recherche et développement cessent d'être des activités artisanales au sein de l'entreprise (l'entrepreneur-ingénieur du XIXe siècle) pour faire elle aussi l'objet d'une division du travail.

⁴ En conséquence, l'expression "relations industrielles" ("*industrial relations*"), qui sert à désigner, en gros, tout ce qui touche aux rapports entre employeurs et travailleurs, est pratiquement coextensif à celui de mode de production industriel. En outre, dans une société de marché, les "relations industrielles" et l'"économie industrielle" ont des domaines exactement complémentaires, puisqu'elles ont pour objet d'étude, respectivement, ce qui se déroule en deçà et au delà des frontières entre les firmes et leur environnement.

contractuel le plus communément adopté pour coordonner les travailleurs au sein d'une même entité productive. Et le développement du machinisme n'aurait pas été possible sans division interne des tâches. Mais il n'y a ni équivalence ni implication logique entre ces trois concepts.

Qu'en est-il, enfin, de la relation entre industrie et *marché*. La révolution industrielle est étroitement associée à la généralisation des rapports marchands qui a marqué l'Europe des XVIIIe et XIXe siècles. Comme l'instauration du salariat et du machinisme, la transition de l'artisanat à l'industrie a reçu son impulsion principale de la pression concurrentielle constitutive du marché. Cette relation entre modèle industriel et organisation marchande sera au centre de cet article. Il ne s'agira cependant pas ici d'étudier la manière dont ce processus historique s'est déroulé, mais bien d'essayer d'éclairer l'ambivalence que ce processus révèle quant à la relation entre le modèle industriel de développement et le thème de la "maîtrise". D'une part, en effet, le passage de l'artisanat à l'industrie est un puissant moyen d'accroître la productivité du travail - le partage interne des tâches productives permet de produire beaucoup plus en moins de temps, en particulier lorsqu'il est couplé avec un recours accru aux machines, qu'il rend possible ou du moins facilite considérablement. Or produire de plus en plus en un temps de plus en plus court (quitte à utiliser pour ce faire une quantité croissante de ressources naturelles) constitue certainement une interprétation plausible de ce qui est visé lorsque nous parlons d'un renforcement de la maîtrise que nous exerçons sur le monde et, par là, sur notre destin.⁵ D'autre part, cependant, le fait que ce processus tire son impulsion de son enracinement dans des rapports marchands suggère qu'en même temps le développement de la société

⁵ Je fais ici entièrement abstraction des obstacles internes que ce processus est susceptible de rencontrer: les "limites de la croissance" qui, à partir d'un certain point, se mettent à induire une baisse de productivité, et donc une réduction de la "maîtrise sur le monde" en ce sens.

industrielle engendre une perte de maîtrise, et cela pour au moins deux raisons, qu'il s'agit maintenant d'explicitier.⁶

2. La souveraineté du producteur

Pour bien saisir la première raison, commençons par comparer la situation du producteur autarcique, qui produit lui-même tout ce qui est nécessaire à sa subsistance, et celle du producteur marchand, dont la subsistance est assurée grâce à l'acquisition, par l'échange, de biens que d'autres ont produits. Comparons la situation d'un producteur marchand qui s'est spécialisé dans la production de tomates à celle d'un producteur autarcique (qui produit lui aussi, entre autres choses, des tomates) dans le contexte créé par le fait que quelqu'un, ailleurs, a introduit une innovation majeure accroissant massivement la productivité du secteur. Le producteur autarcique aura sans doute intérêt à introduire lui aussi cette innovation, mais la pression à le faire est très légère et risque fort de ne pas faire le poids face à la force de l'habitude. Premièrement, en effet, l'impact de l'innovation sur son niveau de vie serait à peine perceptible, les tomates ne constituant qu'une petite part de ce qu'il produit. Et deuxièmement, il n'a pas à craindre que son niveau de vie ne se détériore au cas où il s'abstiendrait d'introduire l'innovation, et cela quelle que soit l'attitude adoptée par les autres producteurs.

Il en va tout autrement pour le producteur marchand. D'une part, en effet, sa spécialisation implique que le gain qu'il est susceptible de faire en introduisant l'innovation est nettement supérieur à celui que pouvait escompter le producteur autarcique. D'autre part et surtout, ne pas l'introduire pourrait bien s'avérer catastrophique. Car l'innovateur initial et ceux qui lui emboîtent le pas ont désormais la possibilité de gagner plus sans pour autant travailler plus en vendant leurs tomates à un prix inférieur à celui qui régnait jusque là sur le marché. Qu'il s'obstine à maintenir ses

⁶ L'impact des rapports marchands sur la dynamique des besoins (notamment à travers la

tarifs (au prix de vendre moins de tomates) ou qu'il suive le mouvement (en acceptant de recevoir moins pour chaque tomate qu'il vend), le producteur marchand qui se refuse à innover à son tour est contraint de subir une détérioration sensible de son niveau de vie - que ce soit sous la forme d'un travail accru, d'un revenu réduit, ou de l'un et l'autre. Par suite, il est forcé d'innover - il y a des sanctions négatives s'il ne le fait pas, pas seulement des sanctions positives s'il le fait - en un sens où le producteur autarcique ne l'est pas.

Si stylisée soit-elle, cette comparaison permet de mettre en lumière ce que le marché a de plus essentiel. Et du même coup il met en lumière ce que celui-ci peut avoir d'ambivalent sous l'angle de la "maîtrise". D'un côté, il est à la source d'une incitation au progrès technique sans commune mesure avec celle qui pouvait être présente dans une société constituée d'entités autarciques. Des historiens de la transition du féodalisme au capitalisme ont bien décrit combien l'émergence d'une situation dans laquelle seigneurs et paysans ne produisaient plus eux-mêmes tout ce qui était nécessaire à leur subsistance a contribué à la croissance de la productivité, en soumettant les producteurs à la contrainte de réduire constamment leurs coûts de production.⁷ L'industrialisation est l'un des vecteurs centraux à travers lesquels cet accroissement fantastique de la productivité s'est effectué. Mais le revers de la médaille ne peut tarder à apparaître. Pareille amplification de la maîtrise des hommes sur le monde, entendue comme l'aisance avec laquelle ils produisent les biens nécessaires à la satisfaction de leurs désirs, a pour condition, mais aussi pour prix, une soumission permanente aux impératifs anonymes du marché. Pas question, pour les producteurs, de choisir souverainement leur rythme de travail, leurs techniques de production, la nature de leurs produits. La subsistance ne leur est garantie qu'à condition qu'ils produisent de manière efficiente -

publicité) en constitue sans doute une troisième, dont je fais ici abstraction.

⁷ Voir notamment la thèse défendue par Robert Brenner (1977, 1982).

c'est à dire, en fin de compte, avec des techniques que le marché leur impose - des biens que le marché est disposé à absorber.⁸

3. La souveraineté populaire

La souveraineté ainsi rabotée par la dynamique marchande qui sous-tend l'industrialisation est une souveraineté individuelle. Mais n'est-il pas concevable que ce qui a été perdu en souveraineté individuelle puisse être retrouvé - fût-ce partiellement - au niveau collectif, les agents économiques pouvant, à travers le processus politique, imposer aux "lois" du marché toutes les inflexions qui leur semblent désirables? Précisément, font remarquer de nombreux critiques de l'économie de marché, lorsque le marché régit l'économie, le politique doit se soumettre à l'économique, et non l'inverse. Ou, pour le dire autrement: en régime capitaliste, la souveraineté populaire est une illusion.

Sous sa forme la plus défendable, l'argumentation qui sous-tend cette thèse peut être schématiquement présentée de la manière suivante. Dans une économie de marché, l'inégalité des revenus du travail, les différences dans la propension à épargner et surtout le succès très variable rencontré par les investissements conduisent, quelle que soit la répartition initiale, à une concentration de la richesse, et en particulier du capital productif, dans les mains d'un nombre restreint d'individus. Lorsqu'à travers le processus politique une collectivité nationale prend des décisions qui lèsent les intérêts de ces individus, ceux-ci réagissent en cessant d'investir à l'intérieur des frontières, que ce soit pour investir ailleurs, pour consommer davantage ou simplement pour thésauriser. Or, pour deux raisons complémentaires, les décideurs politiques sont très sensibles à pareille réaction. D'une part, en effet, le financement de toutes leurs

⁸ Cette analyse ne nie pas qu'il puisse y avoir des différences radicales, quant au pouvoir exercé sur sa propre existence et celle des autres, entre ceux qui possèdent des moyens de production et ceux qui en sont entièrement privés, entre les capitalistes et les prolétaires. Mais elle se situe, en un sens, à un niveau plus fondamental. Elle met en évidence les contraintes auxquelles le capitaliste lui-même ne peut se soustraire.

activités et de tous leurs projets dépend du maintien d'une base taxable que menace tout ralentissement des investissements. Et d'autre part, la confiance populaire essentielle (en régime démocratique) à leur maintien en fonction dépend largement du bon comportement des principaux indicateurs économiques, et singulièrement du taux de chômage, directement affecté par ce type de réaction. Pas question donc, dans une société capitaliste, de réussir des politiques de nationalisation ou de redistribution qui porteraient significativement atteinte aux intérêts des détenteurs de capitaux. Pas question même, le plus souvent, de les tenter, l'électorat étant en général suffisamment avisé pour ne pas porter au pouvoir des formations prônant sérieusement pareilles folies.⁹ Dans une société capitaliste, par conséquent, la "souveraineté populaire" est nécessairement niée, si l'on définit cette souveraineté par le fait que "les options accessibles à une collectivité ne sont contraintes que par des conditions [telles que la limitation physique des ressources disponibles] indépendantes de la volonté de quiconque".¹⁰ Dans ce contexte, l'Etat, si démocratique soit-il, est structurellement dépendant des intérêts particuliers des détenteurs de capital et est donc incapable de rendre aux collectivités la maîtrise dont le marché a dépouillé les individus.

4. Socialisme et autarcie

Les défenseurs les plus ardents des arguments des deux sections précédentes n'en infèrent cependant nullement que l'industrialisation et le mouvement de maîtrise accrue dont elle procède entraînent nécessairement

⁹ On trouve des versions typiques de cette argumentation chez Offe & Ronge (1976), Block (1977), Yunker (1977) et Glyn & Harrison (1980: chapitre 5). Pour une mise en perspective critique, voir Van Parijs (1981: sections 59-63) et Przeworski & Wallerstein (1986b: section 1).

¹⁰ C'est la définition qu'en donnent Przeworski & Wallerstein (1986a) dans ce qui constitue à ma connaissance la discussion la plus systématique et la mieux informée de ce thème. Une autre piste est esquissée par Bowles & Gintis (1986: 4), qui définissent la souveraineté populaire par le fait que ceux qui détiennent le pouvoir doivent rendre également compte (*equally_accountable*) de l'exercice de ce pouvoir à tous ceux qui sont affectés par son exercice.

dans leur foulée une sujétion sans cesse croissante de chaque individu aux lois du marché, et de chaque collectivité aux intérêts des détenteurs de capital. Cette inférence vaut certes, disent-ils, pour le capitalisme. Mais si c'est bien de celui-ci que l'industrialisation est née, elle peut néanmoins en être dissociée. Le socialisme consiste précisément à radicaliser la démocratisation de l'économie par l'appropriation collective du capital, de manière à rendre à la société dans son ensemble la souveraineté irrémédiablement perdue au niveau individuel. Il apparaît dès lors, du moins à première vue, comme le moyen - le seul - de conquérir, par l'accroissement de la productivité, une maîtrise sans cesse accrue sur le monde, sans perdre néanmoins, au profit des contraintes anonymes du marché, la maîtrise (collective) de notre destin.

A y regarder de plus près, cependant, le tableau est un peu moins simple. En premier lieu, il ne suffit manifestement pas d'instaurer le socialisme pour qu'une société devienne soudain maîtresse de ce qu'elle produit et de la manière de le produire. Car si son économie est ouverte, si son commerce extérieur représente une part importante de son produit national, sa marge de manœuvre reste étroitement circonscrite par les exigences de son insertion dans le marché mondial. Ce qui s'appliquait à l'individu produisant des tomates pour le marché local s'applique maintenant à la nation produisant des tomates pour le marché mondial. Si elle désire assurer sa subsistance - si elle veut, par exemple, continuer à s'approvisionner en énergie à un coût non prohibitif -, pas question de produire n'importe quoi de n'importe quelle façon. Socialiste ou pas, une nation plus que marginalement engagée dans des relations commerciales avec d'autres (que celles-ci soient elles-mêmes capitalistes ou socialistes) doit constamment être à l'affût de l'évolution de la demande et de celle des technologies - et s'y ajuster.¹¹

¹¹ C'est ce type de considérations qui nourrit les plaidoyers récurrents pour une déconnexion au moins partielle par rapport à l'économie mondiale. Pour un exemple typique, voir Nilsson (1985) dans le cas de la Scandinavie.

Une véritable autonomie par rapport aux lois anonymes du marché ne peut dès lors être obtenue qu'en ajoutant au socialisme l'autarcie. Cette autarcie peut en principe être atteinte de deux manières: en confinant les relations commerciales dans les limites de la nation concernée ou en faisant du monde entier une grande nation socialiste. Dans les deux cas, une dimension de la maîtrise pâtit. Mettre fin aux échanges internationaux revient à sacrifier tous les gains de productivité associés à une division internationale du travail, et ainsi à réduire la maîtrise, entendue comme la facilité avec laquelle on peut satisfaire ses besoins à partir de ce qu'offre le monde.¹² Créer une nation mondiale, d'autre part, implique une telle distanciation entre le citoyen et le décideur que le sens que peut alors encore revêtir l'expression "Nous maîtrisons notre destin" devient extrêmement ténu. En outre, bien sûr, dans l'un et l'autre cas, la suppression de la concurrence internationale, comme la suppression de la concurrence interne, pose immédiatement la question de savoir s'il existe une alternative à la concurrence pour fournir à la croissance de la productivité une impulsion puissante et constante. N'est-ce pas justement là demander l'impossible? La protection que fournit l'autarcie n'est-elle pas indissociablement ce qui confère la souveraineté à l'entité autarcique (la "maîtrise de son destin") et ce qui soustrait ses composantes à l'inconfortable contrainte d'accroître sans trêve la productivité (la "maîtrise sur le monde")?

5. Maîtrise collective contre liberté individuelle

¹² Il faut cependant noter, comme le souligne par exemple Bardhan (1987: section 2), que les moindres *coûts de production* associés à une interdépendance marchande plus grande peuvent être partiellement réduits par des *coûts de transaction* plus élevés. Plus on s'éloigne du modèle de la petite communauté autarcique, plus les relations économiques se font anonymes et plus il est nécessaire et coûteux de se prémunir contre les fraudes et autres formes de malhonnêteté. L'importance relative de la diminution des coûts de production et de l'augmentation des coûts de transaction ne peut pas être déterminée une fois pour toutes (elle dépend de l'importance des rendements d'échelle et des complémentarités entre partenaires commerciaux, mais aussi, par exemple, de l'emprise de la moralité dans le cadre de relations marchandes anonymes). Il est cependant fort peu plausible que ces considérations menacent la supériorité économique d'une division internationale du travail.

Que l'on puisse présenter le socialisme comme une manière de gagner sur les deux tableaux, de combiner maîtrise sur le monde et maîtrise sur son destin, soulève encore une deuxième difficulté. Pour la saisir, scrutons un peu plus la notion de souveraineté populaire. Sa négation, inhérente au capitalisme, constitue, ai-je dit plus haut, une déficience centrale dans la maîtrise qu'une société capitaliste peut exercer sur ses propres choix. Telle qu'elle a été définie, la souveraineté populaire peut cependant être menacée par autre chose que les intérêts d'une minorité de capitalistes fortunés. Supposons par exemple que le capital soit également réparti entre tous les membres de la société. Si, pour l'une ou l'autre raison, une majorité était favorable à une mesure conduisant à taxer davantage le capital, il se peut que pareille mesure soit néanmoins irréalisable du fait des réactions (d'évasion, de réduction du taux d'épargne ou d'investissement - dont on suppose ici que la prohibition efficace représenterait un coût excessif) qu'auraient à titre individuel ceux qui sont favorables à la mesure comme ceux qui lui sont hostiles. Pour reprendre les termes de la définition citée plus haut, une option est ici rendue inaccessible à la collectivité par des circonstances qui dépendent de la volonté des individus qui la composent, et la souveraineté populaire se trouve donc bafouée.

En outre - et ce n'est pas moins important - des projets collectifs peuvent être tenus en échec par les choix que les membres de la collectivité font en tant que consommateurs, pas seulement en tant que capitalistes. Ainsi, lorsqu'en 1981 le gouvernement français, alors présidé par Pierre Mauroy, a tenté une politique de relance par la demande, on peut supposer que l'objectif ainsi poursuivi était partagé par la majorité des Français. Si cette tentative a échoué, c'est en raison de l'usage qu'à titre individuel les Français ont choisi de faire de leur pouvoir d'achat. Une part trop grande de celui-ci s'étant portée sur des produits étrangers, la balance commerciale a rapidement évolué de manière désastreuse, et le premier gouvernement Mitterrand a dû remplacer à la hâte sa politique de relance par une politique

d'austérité.¹³ Ici encore, la souveraineté populaire a fait l'expérience de ses limites, mais pour des raisons qui, cette fois, ne touchent pas au libre usage par les individus du capital dont ils sont les détenteurs, mais bien au libre usage de leur pouvoir d'achat. La limitation, voire l'absence, de la souveraineté populaire n'est donc pas spécifiquement liée au caractère capitaliste de l'économie, mais est le fait de toute forme d'organisation socio-économique qui laisse aux individus une marge de liberté dans l'allocation des ressources et n'en fait donc pas les purs instruments de la volonté collective.¹⁴

Peut-on alors encore dire que l'instauration du socialisme permettrait ipso facto de garantir la souveraineté populaire et, en ce sens, la maîtrise collective sur notre destin? La réponse, me semble-t-il, c'est qu'il faut bien espérer que non. Que l'on puisse parfois apporter à cette question une réponse affirmative, et s'en réjouir, est dû au fait que les choix à propos desquels on la pose tendent à être des choix qui menacent les intérêts des seuls détenteurs de capital. Mais pensons par exemple à une mesure qui consisterait à taxer davantage les travailleurs pour permettre à celles et ceux qui choisissent de rester au foyer de disposer d'un revenu décent qui leur soit propre. Il se pourrait qu'une majorité de la population soit favorable à une telle mesure, et que cependant elle s'avère irréalisable en raison de la réaction individuelle des offreurs de travail. Si le socialisme laisse aux individus la liberté de choisir combien ils souhaitent travailler, si le socialisme, en d'autres termes, n'implique pas l'asservissement des travailleurs, alors il prête nécessairement le flanc à ce type de violation de la souveraineté populaire. Une souveraineté populaire pleine n'est possible

¹³ Voir Lipietz (1984) pour une analyse de cet épisode.

¹⁴ Carens (1988: 220-1) fournit encore un troisième type d'illustration de l'absence de souveraineté populaire lorsqu'il analyse la manière dont l'ouverture des frontières aux migrations (une dimension de la marge de liberté dont disposent les individus) réduit considérablement la générosité dont une entité territoriale peut durablement faire preuve à l'égard des plus démunis.

que là où la souveraineté individuelle - la pleine propriété de soi-même et de ce que l'on possède - est abolie. ¹⁵

Multiplement ambigu: tel apparaît donc le thème de la maîtrise. L'analyse rapide à laquelle cet article l'a soumis a révélé deux dilemmes, deux *trade offs* incontournables. D'une part, une maîtrise croissante sur le monde - notamment à travers l'approfondissement de la division interne des tâches que constitue l'industrialisation - a pour contrepartie une perte de maîtrise des collectivités concrètes sur leur destin - que ce soit au profit des lois du marché ou au profit d'une lointaine autorité centrale. L'autarcie à petite échelle, seule manière de préserver la maîtrise en ce second sens, hypothéquerait en effet - statiquement (en renonçant à exploiter les "avantages comparatifs") et dynamiquement (en neutralisant la pression concurrentielle à l'innovation) - la productivité élevée constitutive de la maîtrise au premier sens. D'autre part, à quelque niveau qu'elle se situe, la maîtrise collective du destin commun - la "souveraineté populaire" - ne peut se réaliser qu'en niant cette condition minimale de la maîtrise de chacun sur son existence qu'est la liberté individuelle.

¹⁵ Cette tension a été bien notée par Benjamin Constant (1819: 278), qui reproche à Rousseau et à son disciple, l'Abbé Mably, de vouer un culte excessif à la volonté générale en défendant un "système qui, conformément aux maximes de la liberté antique, veut que les citoyens soient complètement assujettis pour que la nation soit souveraine, et que l'individu soit esclaves pour que le peuple soit libre". Je développe ces réflexions sur la relation entre souveraineté individuelle et souveraineté collective dans Van Parijs (1991) et Van Parijs (1992).

BIBLIOGRAPHIE

- Bardhan, Pranab. 1987. "*The new economic theory of institutions and historical materialism*", University of California (Berkeley): Department of Economics, 13p.
- Block, Fred. 1977. "*The ruling class does not rule: notes on the Marxist theory of the State*", *Socialist Revolution* 33, 6-28.
- Bowles, Sam & Gintis, Herbert. 1986. *Democracy and Capitalism*, London: Routledge.
- Brenner, Robert. 1977. "*The origins of capitalist development: a critique of neo-Smithian Marxism*", *New Left Review* 104, 25-82.
- Brenner, Robert. 1982. "*The agrarian roots of European capitalism*", *Past and Present* 97, 16-113.
- Carens, Joseph H. 1988. "*Immigration and the welfare state*", in *Democracy and the Welfare State* (A. Gutmann ed.), Princeton: Princeton University Press, 207-30.
- Clark, Colin. 1951. *The Conditions of Economic Progress*, Londres: Macmillan, 1957.
- Constant, Benjamin. 1819. "*De la liberté des anciens comparée à celle des modernes*", in *De l'esprit de conquête et de l'usurpation*, Paris: Flammarion, 1986, 265-291.
- Fourastié, Jean. 1963. *Le grand espoir du XXe siècle*, Paris: Gallimard.
- Glyn, Andrew & Harrison, John. 1980. *The British Economic Disaster*, Londres: Pluto Press.
- Jacquemin, Alexis. 1985. *Sélection et pouvoir dans la nouvelle économie industrielle*, Paris: Economica & Louvain-la-Neuve: Cabay.
- Lipietz, Alain. 1984. *L'Audace et l'enlisement*, Paris: La Découverte.

- Nilsson, Jan-Evert. 1985. "*In search of an alternative future for Nordic countries*", *IFDA Dossier* 45, 23-32.
- Offe, Claus & Ronge, Volker. 1976. "*Thesen zur Begründung des Konzepts des 'kapitalistischen Staats' und zur materialistischen Politikforschung*", *Rahmenbedingungen und Schranken staatlichen Handelns* (C. Pozzoli ed.), Francfort: Suhrkamp, 1976, 54-70.
- Przeworski, Adam & Wallerstein, Michael. 1986a. "*Popular sovereignty, state autonomy and private property*", *Archives Européennes de Sociologie* 27, 215-59.
- Przeworski, Adam & Wallerstein, Michael. 1986b. "*Structural dependence of the State on capital*", University of Chicago: Department of Political Science, unpublished.
- Van Parijs, Philippe. 1981. *Evolutionary Explanation in the Social Sciences. An emerging paradigm*, Totowa (NJ): Rowman & Littlefield et Londres: Tavistock.
- Van Parijs, Philippe. 1991. "*Inéluctable, liberté*", in *les Limites de l'inéluctable* (J.M. Chaumont & P. Van Parijs eds.), Bruxelles: De Boeck Université, à paraître.
- Van Parijs, Philippe. 1992. "*Citizenship exploitation, unequal exchange and the breakdown of popular sovereignty*", in *Free Movement. Ethical issues in the transnational migration of people and money* (B. Barry & R. Goodin eds.), Cambridge: Cambridge University Press.
- Yunker, James A. 1977. "*The social dividend under market socialism*", *Annals of Public and Cooperative Economy* 48, 91-133.